**Avant de voter, autant se rappeler…**

Dans un monde qui semble se replier sur lui-même, où les extrémistes exacerbent les peurs et les craintes, marquons nos différences et votons pour les solidarités. Au long de l’histoire, celles-ci ont permis le suffrage universel, la sécurité sociale, des services publics et collectifs accessibles à toutes et tous, une police et une armée chargées d’assurer notre sécurité, une justice pour toutes et tous, un enseignement pour toutes et tous, …

Nous avons besoin d’une Europe sociale forte qui garantisse un meilleur niveau de vie à ses citoyens, d’une Europe sociale qui tende vers une société plus inclusive, plus juste et plus égale. Une étape pour y parvenir est la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et des objectifs du développement durable. Ils doivent constituer la pierre angulaire de la politique menée par les institutions européennes lors de la prochaine législature, et être à la base de la stratégie européenne 2020-2030.

Au niveau fédéral, la majorité sortante nous laisse un triste héritage :

• les inégalités n’ont cessé de croître ;

• beaucoup d’habitants vivent en-dessous du seuil de pauvreté ; d’autres, en situation précaire, éprouvent de grosses difficultés à boucler leurs fins de mois ;

• dans tous les secteurs professionnels, la pression est croissante sur les travailleurs, qui sont nombreux à subir un mal-être et à connaître le burn-out ;

• les salaires des travailleurs et les allocations sociales ont été amputés d’un saut d’index ;

• beaucoup de travailleurs ont été exclus du chômage ;

• faute de moyens, des services publics tels que la justice, la police, les différents ministères… éprouvent de plus en plus de difficultés à effectuer leurs missions et ce, au détriment de la population.

Dans le même temps, des milliards en cadeaux fiscaux et aides aux grosses entreprises ont été accordées sans contrepartie et souvent en pure perte.

Contrairement à l’engagement pris, au niveau budgétaire, tous ces sacrifices n’ont servi à rien : l’Etat fédéral laissera un déficit budgétaire de 7,7 milliards d’euros, soit 1,7 % du Produit Intérieur Brut, selon les calculs effectués par le Bureau du Plani.

En matière de pensions, même si cela ne figurait au programme d’aucun parti de la majorité, le Gouvernement a porté l’âge de la pension à 67 ans. Alors que les conditions avaient déjà été largement durcies par la majorité précédente, l’âge auquel le travailleur peut prendre sa pension a encore reculé. Dans les services publics, le diplôme n'entre en compte, ni pour le calcul de la carrière ni pour le montant de la pension (sauf pour les plus nantis, qui pourront augmenter le montant de leur retraite en payant la bonification de leur diplôme). Pour les travailleurs des services publics et de l’enseignement, ces mesures constituent une réelle rupture de contrat par rapport aux conditions qui existaient au moment où ils ont entamé leur carrière. Et les effets sur la carrière et les pensions des travailleuses sont singulièrement plus graves !

En matière de concertation sociale, c’est zéro ! Le Gouvernement écoute mais n’entend pas ! Pourquoi les employeurs feraient-ils des concessions alors que le Gouvernement devance leurs revendications les plus extrêmes ?

Au niveau wallon, depuis 2017 et le changement de majorité, la concertation sociale est au point mort. La réforme APE (avec ses conséquences négatives pour de multiples associations) a heureusement échoué à quelques semaines du terme vu la fragilité du nouveau Gouvernement.

Au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la législature ne fut pas un long fleuve tranquille ; la crise de 2017 a fragilisé la confiance entre les partis de la majorité, généré un retard important sur les travaux. Mais nous devons reconnaître que la concertation a fonctionné. Les résultats sont légitimement perçus de manière variable mais il y a eu, comme nous le demandions, un investissement important dans l’enseignement maternel, une réforme de la formation initiale, une feuille de route au-delà de la législature -sans restriction budgétaire jusque 2024- pour l’enseignement obligatoire. Beaucoup reste à construire et nous devrons rester extrêmement vigilants.

Les défis sociaux et environnementaux devront être relevés avec force et détermination à tous les niveaux de pouvoir.

Au moment d’effectuer votre vote, il est aussi utile de se rappeler les récents mensonges et renoncements !

 Eugène Ernst

i Source : https://plus.lesoir.be/205529/article/2019-02-08/le-gouvernement-laisse-un-deficit-budgetaire-de-77-milliards-deuros